

Ce rapport est produit par OCHA Niger en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 1 au 20 novembre 2019. Le prochain rapport sera diffusé fin décembre.

FAITS SAILLANTS

Situation sécuritaire

- La situation sécuritaire est calme dans l'ensemble mais reste volatile dans les bandes frontalières avec le Mali et le Burkina Faso où certains secteurs sont infiltrés avec une forte menace d'attaque terroriste.
- Regain des enlèvements et/ou assassinats des leaders communautaires et des menaces sur les populations civiles, avec 3 chefs de villages enlevés et tués dont 1 à Boni Kado (Dessa) et dans la commune de Tondikiwindi (Ouallam).
- Du début de l'année à ce jour, au moins 17 véhicules ont été enlevés, dont 8 appartenant aux acteurs humanitaires (APBE 3, PUI 1, MSF 2, CICR 2) ; 3 de l'Etat, et 6 appartenant à des particuliers.
- L'accès humanitaire reste toujours limité dans la région du fait de l'insécurité et de la mesure gouvernementale imposant l'escorte militaire armée pour les mouvements des humanitaires dans tous les départements, à l'exception de Kollo et de certains grands axes (ci-dessous).
- Le plaidoyer mené par OCHA Niger auprès des autorités administratives de la région de Tillabéri, a permis d'obtenir des avancées sur la levée progressive/partielle de limitations d'accès à certains départements. C'est ainsi que, dans un message en date du 12 novembre 2019, le Gouverneur a informé les organismes du système des Nations Unies, les ONG nationales et internationales et l'ensemble des acteurs humanitaires intervenant dans la région de Tillabéri, qu'une escorte militaire armée n'était plus nécessaire lors de missions humanitaires sur les grands axes routiers ci-dessous :
 - Tillabéri- Niamey- Tillabéri
 - Tillabéri- Ayorou- Tillabéri
 - Tillabéri- Ouallam- Tillabéri
 - Tillabéri- Torodi- Tillabéri
 - Tillabéri- Filingué- Tillabéri
 - Tillabéri- Téra- Tillabéri

Le Gouverneur a également mentionné que les interventions des organisations humanitaires à l'intérieur des départements de la région, exception faite du département de Kollo restent cependant jusqu'à nouvel ordre soumises à l'utilisation obligatoire d'une escorte armée, conformément à la lettre



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

N°5450/MISPD/ACR/SG du 23 octobre 2019 de Son Excellence Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses. Toutefois, des négociations sont en cours pour une sécurisation de zones, ou une ouverture de corridors humanitaires dans les zones de concentration d'activités des humanitaires dans certains départements de la région.

Situation humanitaire

Education

- Selon la Direction régionale de l'éducation primaire de Tillabéri, ce sont 103 écoles qui sont fermées avec fuite des enseignants sous la menace des groupes armés non étatiques sur l'ensemble de la région de Tillabéri, dont une dizaine incendiée entre septembre et novembre 2019, par ces mêmes GANes dans les localités relevant des communes de Makalondi, Bankilaré, Téra, Gothèye, Ayorou et Abala.

Mouvement de population

- Les mouvements de population se poursuivent sur la bande frontalière du Burkina Faso et du Mali, suite au regain des attaques des GANes (Groupes Armés Non-Etatiques) et autres menaces à l'encontre des populations civiles. C'est ainsi que :
- Un mouvement forcé de population a été rapporté le 12 novembre 2019 dans le village de Gaygorou situé à environ 15 km de Dessa (chef-lieu), département de Tillabéri. Au total 102 ménages de plus de 600 personnes sont venus progressivement du village de Boni Kado situé dans la commune d'Ayorou à 30km en se déplaçant vers le Sud. Les mouvements se poursuivent en direction des localités environnantes du village (Dessa, Famalé). Ces mouvements sont liés aux menaces et ultimatums de 8h des GANes aux populations du village de quitter les lieux dans la soirée du 11 novembre 2019. Cet ultimatum a été suivi par l'enlèvement et l'assassinat du chef dudit village dans la nuit du 11 au 12 novembre 2019.
- Arrivée à l'Ouest du département de Gothèye, frontalier avec le Burkina Faso, de populations en provenance du Burkina Faso fuyant l'offensive des forces Burkinabès après l'assassinat de sept civils dans la ville de Boundori/BF le 11 novembre 2019.
- Un mouvement forcé de population burkinabé a été rapporté par les points focaux dans les villages situés à proximité du site aurifère de Komabangou, situé à 80km au Nord-Ouest de Gothèye (chef-lieu de départements). Les premières estimations des points focaux et des autorités locales font état d'au moins 20 ménages de plus de 150 personnes nouvellement arrivées. Ces populations seraient venues de Boundoré et Tatambi au Burkina Faso suite à la tuerie de sept personnes membres de la communauté de Boundoré le 11 novembre 2019 et l'offensive des forces burkinabé dans la zone et qui seraient accusées par les populations en déplacement de commettre des exactions sur les civils.
- Un mouvement forcé de population a été rapporté dans la vallée d'Inakakam située à environ 24 Km au Nord de Sinégodar (commune de Banibangou). Au total ce sont 40 ménages de plus de 250 personnes qui se sont déplacés en provenance du village de Bane le 13 novembre 2019.
- De même, dans la nuit du 19 au 20 novembre 2019, 17 ménages totalisant 103 personnes en provenance de Deyzé sont arrivés sur le site de déplacés internes de Tadress (Commune urbaine de Tillabéri).
- Le nombre de PDI dans la région de Tillabéri à fin septembre 2019 est de 54 938.
 - Spécifiquement pour les départements de Tillabéri et Ayorou, les dernières informations fournies par la DREC (en date du 12 novembre 2019) estime un nombre de PDI de 432 personnes (69 ménages) à Ayorou.
 - Sur la commune de Tillabéri, les PDI sont repartis sur trois sites : Toula (512 personnes, 89 ménages), Tadress (862 personnes, 138 ménages) et Sakoira (257 personnes, 46 ménages).

Sécurité alimentaire

- Selon les résultats de la mission de pré-évaluation de la campagne agro-sylvo-pastorale et hydraulique 2019 conduite à la mi-novembre, publiés par la Direction Régionale de l'Agriculture (DRA), la campagne agricole 2019 s'est globalement bien déroulée dans la région de Tillabéri. Cependant le retard dans son installation, l'arrêt précoce des pluies et les attaques des ennemis des cultures ont occasionné un déficit céréalier au niveau de 1127 villages (sur les 2117 que compte la région) qui sont déclarés déficitaires à plus de 50%, soit 53% des villages agricoles avec une population concernée de 1.826.275 personnes. Les produits sont disponibles sur les marchés. Les prix sont en baisse comparés à la même période en 2018 (mois de novembre).
- Sur le plan pastoral, les résultats provisoires issus de l'évaluation de la biomasse de la campagne pastorale 2019-2020 sont déficitaires à plus de la moitié des besoins alimentaires du cheptel de la région. Ce déficit fourrager qui est de - 3 266 371 TMS, est beaucoup plus important dans les départements de Bankilaré, Téra, Gothèye, Banibangou, Ballayara, Kollo, Say et Torodi. La remontée des éleveurs et de leurs animaux vers le nord a été entravée au cours de la campagne pastorale par la recrudescence de l'insécurité qui sévit dans la zone pastorale des départements Bankilaré, Ayorou, Ouallam, Banibangou et Abala. Les termes de l'échange sont en faveur des éleveurs au niveau de douze des treize départements (sauf Bankilaré). La situation sanitaire du cheptel est satisfaisante.

Santé - Nutrition /

Selon les chiffres publiés par les services sanitaires concernant les maladies à déclaration obligatoire, du début de l'année en fin de semaine 46, il a été notifié un cumul de 635 cas de rougeole dont 3 décès, 48 cas de méningite dont 6 décès, 597.721 cas de paludisme dont 473 décès, 26.020 cas d'enfants Malnutris Aigues Modérés (MAM) dont 1 décès et 32.554 cas d'enfants Malnutris Aigue Sévères (MAS) dont 17 décès. Le nombre élevé des admissions des MAS pourrait s'expliquer selon la DRSP par le dépistage systématique opéré par toutes les cases de santé disposant d'agents qualifiés.

Coordination civilo-militaire

- L'accès humanitaire reste toujours limité dans certaines localités de la région du fait de l'insécurité, notamment dans l'Ouest Ouallam, le Nord-Ouest Banibangou, le Nord Abala, la commune d'Inatès et les communes de Makalondi et à Torodi au niveau des villages frontaliers avec le Burkina Faso.
- En outre, la mesure gouvernementale en date du 23 octobre 2019 imposant l'escorte armée pour les mouvements des humanitaires à l'intérieur des départements de la région (excepté celui de Kollo) n'a pas facilité l'accès des acteurs humanitaires aux populations vulnérables, et de ces dernières, aux services sociaux de base.
- Face à cette situation, OCHA travaille avec les acteurs sur le terrain pour le suivi de l'application du principe commun de non utilisation de l'escorte armée par les partenaires humanitaires, conformément aux orientations conjointes l'Equipe Humanitaire de Pays/Equipe Pays des Nations Unies.
- En outre, tout comme au niveau national, OCHA poursuit ses efforts de plaidoyer auprès des plus hautes autorités de la région de Tillabéri pour une meilleure compréhension de la nécessité de faciliter l'accès et permettre la conduite des activités sur la base des principes humanitaires.

Inondations

- La mise à jour en date du 24 octobre 2019 (MAH/GC), donne un bilan des inondations 2019 pour la région de Tillabéri de : 2802 ménages sinistrés (21.870 personnes affectées issues de 20 communes), 1404 maisons effondrées, 2525 hectares de cultures inondés et 4 décès. Les ménages affectés par ces

inondations ont bénéficié d'une assistance de l'Etat de 52 kits BNA et 180,4 tonnes de céréales, et Save the Children a pré-positionné des kits d'abris et NFI au niveau du chef-lieu de commune de Karma pour 43 ménages (totalisant 295 personnes recensées) sinistrées de l'île de Karma Goungou.

REPONSES AUX BESOINS

- Plusieurs activités sont planifiées par les acteurs humanitaires pour répondre aux immenses besoins des populations dans la région. Malheureusement, ces activités n'arrivent pas à être mises en œuvre sur le terrain du fait des escortes imposées et qui sont contraires aux principes humanitaires. La levée de ces escortes va permettre à plusieurs acteurs de mettre en œuvre un paquet d'activités dans cette zone parmi lesquelles :

DRC :

- Assistances de protection individuelle à Ayorou ;
- Ciblage des ménages déplacés et Assistance de Protection individuelle à Gaigrou Tillabéri ;

ACTED :

- Distribution BNA et abris sur les sites de Hamataye (198 ménages), Kabebangou (109 ménages) et Banibangou (59 ménages). Distribution de kits bébés à Hamataye (7 bébés), Kabebangou (15 bébés) et Banibangou (1 bébé) ;
- Lancement des travaux de réhabilitation/désinfection de 4 puits cimentés dont 2 puits à Sinégodar, 1 puits à Hamataye et 1 puits à Kabebangou ;
- Lancement des travaux de réhabilitation/désinfection d'un puits cimenté à Yolleyzékoy-koira (Ouallam) ;
- Mise en place d'un comité de gestion de point d'eau et d'hygiène à Yolleyzékoy-koira (Ouallam) ;
- Le water trucking est en cours à Ayorou jusqu'à la fin du mois de novembre sur le site d'Ayorou ;
- A partir du 1^{er} décembre, distribution de PUR (produit de purification d'eau) pour 1 mois pour les ménages installés sur les sites hors famille d'accueil.

IRC :

- Assistances de protection individuelle à Ayorou ;
- Ciblage des ménages déplacés et Assistance de Protection individuelle à Gaigrou Tillabéri.

CONTRAINTES OPERATIONNELLES ET DEFIS HUMANITAIRES

- L'accès des acteurs humanitaires aux populations dans le besoin demeure un défi majeur pour les partenaires intervenant dans la région de Tillabéri.
- Les multiples mouvements de populations enregistrés ce mois dans les départements de Gothèye, Ayorou et Ouallam, du fait des attaques et autres menaces des GANE a entraîné un accroissement du nombre de déplacés, qui restent toujours sans assistance du fait de l'inaccessibilité des sites sans escorte militaire armée.
- Un risque élevé d'enlèvement de véhicules des humanitaires par les GANEs pour mener des attaques est toujours avéré.
- La hausse continue de la criminalité en raison de la présence des GANE, des enlèvements, menaces et assassinats de civils et des chefs communautaires, sont entre autres les défis sécuritaires majeurs de la région.

ACTIONS REQUISES ET MESSAGES DE PLAIDOYER

- Plaidoyer pour la levée d'imposition de l'escorte militaire armée sur les grands axes menant aux villes chefs-lieux des départements, tels que Tillabéri-Ayorou, Tillabéri-Ouallam, Tillabéri-Torodi, Tillabéri-Niamey, Tillabéri-Filingué (Coordinatrice humanitaire soutenue par OCHA) ;
- Négociation pour une sécurisation des zones dans les départements à forte concentration des activités des humanitaires dans la région (Ayorou, Ouallam, Abala, Torodi et Banibangou). La force Dongo est prête à accompagner les acteurs humanitaires dans cette démarche (Coordinatrice humanitaire soutenue par OCHA).

REUNIONS ET EVENEMENTS PLANIFIES

DECEMBRE

03	Réunion CMCoord opérationnelle	Bureau OCHA Ouallam
03	Réunion GO RRM	Bâtiment UN Tillabéri
05	Réunion Education	DREP Tillabéri
10	Réunion GO RRM	Bâtiment UN Tillabéri
17	Réunion GO RRM	Bâtiment UN Tillabéri
31	Réunion Sécurité Alimentaire	DRA Tillabéri
17	Réunion CMCoord opérationnelle	Bureau OCHA Ouallam
24	Réunion GO RRM	Bâtiment UN Tillabéri
31	Réunion GO RRM	Bâtiment UN Tillabéri
28	Réunion WASH	DRH/A
24	Réunion du Forum Humanitaire	Bâtiment UN Tillabéri

Pour plus d'information, prière de contacter :

Mahamane Sani Sayabou
Sous bureau OCHA Tillabéri
Email : sayabou@un.org
Téléphone : +22780068535

Boubacar Allakasso
Chef d'antenne OCHA Ouallam
Email : allakasso@un.org
Téléphone : +22780068541

Ibrahima Barry
Chef du bureau Adjoint OCHA
Email : barry@un.org
Téléphone : +22799550450